



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2017

RÉSUMÉ

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

**METTRE LES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES AU SERVICE D'UNE
TRANSFORMATION RURALE INCLUSIVE**



BANGLADESH

La FAO promeut la restauration de rue sûre et renforce la surveillance de la sécurité sanitaire dans les villes.

©FAO

TABLE DES MATIÈRES

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu de la publication **La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2017**. La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

Avant-propos	4
RÉSUMÉ	9
▶ FIGURE 2 Évolution du pourcentage de pauvres et de non-pauvres en milieu urbain et en milieu rural dans la population totale d'un échantillon de pays, regroupés par région (années 1990 - années 2010)	10
Défis transversaux associés aux transformations en cours	12
Mettre les systèmes alimentaires au service de la transformation des zones rurales	14
▶ FIGURE 18 Évolution de la part de l'emploi non agricole et hausse de la productivité agricole (années 1990 - années 2010)	15
▶ FIGURE 20 Évolution de la valeur ajoutée du sous-secteur des aliments et des boissons en Indonésie (1990-2013)	16
▶ FIGURE 10 Corrélation entre la consommation d'aliments de base et le PIB par habitant dans un échantillon de pays en développement (2010)	17
▶ FIGURE 11 Corrélation entre la consommation de produits d'origine animale et le PIB par habitant dans un échantillon de pays en développement (2010)	17
▶ FIGURE 12 Chaînes de valeur du système alimentaire mettant en relation des zones rurales et des villes moyennes	18
▶ FIGURE 6 Répartition de la population sur le continuum rural-urbain, au niveau mondial et par région (2000)	19
▶ FIGURE 22 Portée géographique des investissements agro-territoriaux et responsabilités en matière de gouvernance	20
▶ FIGURE 16 Évolution de la superficie des terres agricoles par habitant (population rurale), par région (1970-2050)	22
Les systèmes alimentaires doivent s'adapter	23
Élargir la perspective	26
▶ FIGURE 21 Pourcentage de femmes dans l'emploi agricole, au niveau mondial et par sous-région	27

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE


HOI AN, VIET NAM. Préparation de nourriture sur les étals d'un marché.
©Robert Francis/robertharding

AVANT-PROPOS

En adoptant il y a deux ans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim et la pauvreté et à atteindre d'autres objectifs importants, notamment rendre l'agriculture durable, permettre à chacun de mener une vie saine et d'avoir un emploi décent, réduire les inégalités et faire en sorte que la croissance économique soit inclusive. À 13 ans de l'échéance, il est nécessaire d'entreprendre dès aujourd'hui une action concertée si l'on entend réaliser les objectifs de développement durable.

Il ne pourrait y avoir de signal d'alarme plus clair que les nouvelles estimations de la FAO, selon lesquelles le nombre de personnes souffrant de la sous-alimentation chronique dans le monde s'élève à 815 millions. Ceux qui ont faim vivent, pour la plupart, dans des pays à revenu faible et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont beaucoup n'ont pas encore parcouru le chemin, pourtant nécessaire, jusqu'à la transformation structurelle de leur économie. Dans les autres pays en développement, les transformations réussies ont été impulsées par la hausse de la productivité agricole, qui a conduit à une réaffectation de la main-d'œuvre et des ressources employées en agriculture vers le secteur manufacturier, l'industrie et les services, à une montée en flèche du revenu par habitant et à un recul considérable de la pauvreté et de la faim. Les pays où le processus de transformation accuse un certain retard se situent principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La majorité d'entre eux ont des caractéristiques communes: part élevée de l'emploi agricole, faim et malnutrition répandues, et fort taux de pauvreté. Selon les dernières estimations, environ 1,75 milliard de personnes habitant des pays à revenu faible ou des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure survivent avec moins de 3,10 USD par jour, et plus de 580 millions souffrent de la sous-alimentation chronique.

La possibilité d'éliminer la faim et la pauvreté dans ces pays est restreinte par la faible productivité de l'agriculture de subsistance, la marge de progression limitée en matière d'industrialisation et, par-dessus tout, l'accroissement démographique rapide et l'urbanisation galopante. Entre 2015 et 2030, leur population totale devrait augmenter de 25 pour cent, passant ainsi de 3,5 à 4,5 milliards. Leur population urbaine, actuellement de 1,3 milliard, devrait croître à un rythme deux fois supérieur pour s'établir à deux milliards. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans devrait connaître une



hausse de plus de 90 millions d'ici à 2030, qui se produira essentiellement en zone rurale. Face à la perspective d'une vie pénible marquée par la pauvreté, les jeunes ruraux peuvent avoir l'impression qu'ils n'ont d'autre choix que de migrer, au risque de ne pas améliorer sensiblement leur situation faute d'emplois suffisants dans les centres urbains.

La conclusion générale de ce rapport est que la concrétisation du Programme 2030 est absolument tributaire des progrès accomplis en milieu rural, où se concentrent la plupart des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim. Les éléments présentés montrent que, depuis les années 1990, les transformations rurales qui se sont opérées dans nombre de pays sont à l'origine d'une augmentation de plus de 750 millions du nombre de ruraux vivant au-dessus du seuil de pauvreté. Pour que les pays à la traîne puissent obtenir les mêmes résultats, le rapport propose une stratégie qui permettrait de tirer parti de l'énorme potentiel non exploité des systèmes alimentaires pour favoriser le développement agro-industriel, accroître la productivité et les revenus des petits agriculteurs, et créer des emplois non agricoles dans les segments en plein essor des chaînes de valeur et d'approvisionnement alimentaires. Cette transformation rurale inclusive contribuerait à éliminer la pauvreté rurale, tout en participant à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition en zone urbaine.

L'un de ses principaux moteurs sera la demande croissante émanant des marchés alimentaires urbains, qui consomment jusqu'à 70 pour cent des approvisionnements alimentaires, même dans les pays où la population rurale est importante. Grâce à des revenus plus élevés, les consommateurs urbains modifient leur régime alimentaire en profondeur, délaissant les aliments de base au profit de denrées à plus forte valeur comme le poisson, la viande, les œufs, les produits laitiers, les fruits et légumes, et les aliments transformés. La valeur des marchés alimentaires urbains en Afrique subsaharienne devrait passer de 150 milliards à 500 milliards d'USD entre 2010 et 2030.

L'urbanisation constitue donc une aubaine pour l'agriculture. Toutefois, elle pose aussi des problèmes à des millions de petits exploitants familiaux. Des marchés plus rentables peuvent entraîner une concentration de la production alimentaire dans de grandes exploitations commerciales, une domination des grands transformateurs et détaillants au sein des chaînes

de valeur et l'exclusion des petits producteurs. Pour permettre à ces derniers de participer pleinement à la satisfaction de la demande alimentaire urbaine, il est nécessaire de prendre des mesures de politique générale qui: réduisent les obstacles entravant leur accès aux intrants; encouragent l'adoption d'approches et de technologies durables au plan environnemental; leur permettent d'obtenir des crédits et d'être présents sur les marchés; facilitent la mécanisation agricole; revitalisent les systèmes de vulgarisation agricole; consolident les droits fonciers; garantissent l'équité des contrats d'approvisionnement et renforcent les organisations de petits producteurs. La demande urbaine, quel que soit son volume, ne peut à elle seule améliorer les conditions de production et de marché pour les petits agriculteurs. Des politiques et des investissements publics de soutien sont l'un des éléments sur lesquels repose toute transformation rurale inclusive.

Le second élément est le développement de l'agro-industrie et des infrastructures nécessaires pour relier les zones rurales aux marchés urbains. Dans les années à venir, il est probable que de nombreux petits producteurs abandonnent l'agriculture et la plupart d'entre eux ne trouveront pas d'emploi décent dans une économie rurale dont la productivité est globalement faible. Un secteur agro-industriel dynamique et le développement des services en milieu rural créeraient des emplois dans l'économie locale, en particulier à destination des femmes et des jeunes, ce qui accroîtrait les revenus et contribuerait à améliorer, dans l'ensemble, la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire.

L'agro-industrie est déjà un secteur important dans de nombreux pays dont l'économie est axée sur l'agriculture. En Afrique subsaharienne, la fabrication d'aliments et de boissons représente 30 à environ 50 pour cent de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier dans la plupart des pays, et plus de 80 pour cent dans certains autres. Cependant, l'essor de l'agro-industrie est souvent freiné par l'insuffisance des infrastructures essentielles, des routes rurales au réseau électrique, en passant par le transport en véhicule réfrigéré. Dans nombre de pays à revenu faible, ces difficultés sont exacerbées par le manque d'investissements publics et privés.

Le troisième élément qui sous-tend toute transformation rurale inclusive est la mise en avant de l'aspect territorial dans la planification du développement rural, qui vise à renforcer les liens physiques, économiques, sociaux et politiques entre les petits centres urbains et les zones rurales environnantes. Dans les pays en développement, environ la moitié de la population urbaine totale, soit près de 1,5 milliard de personnes, vit dans des agglomérations de moins de 500 000 habitants. Trop souvent ignorés par les responsables politiques et les planificateurs, les réseaux territoriaux des villes moyennes et petites sont des points de référence importants pour les populations rurales; elles y achètent des semences, y envoient leurs enfants à l'école et s'y rendent lorsqu'elles ont besoin de soins médicaux ou d'autres services.

D'après des recherches récentes, le développement de l'économie rurale est souvent plus rapide, et en général plus inclusif, s'il est intégré à celui des zones urbaines de taille modeste. L'approche du développement agro-territorial décrite dans le présent document consiste à renforcer les liens entre les villes moyennes et petites et leur zone d'influence rurale, au moyen de travaux d'infrastructures et de politiques qui mettent en relation les producteurs, les transformateurs agroindustriels et les services auxiliaires, et souvent d'autres segments aval des chaînes de valeur alimentaires, y compris les circuits locaux de production et de consommation alimentaires. Cette approche peut prendre plusieurs formes, notamment celle de couloirs agricoles, dans lesquels des lignes de transport qui s'étendent parfois sur des centaines de kilomètres, relient les zones de production aux petits pôles urbains, et les noyaux d'activités agricoles, qui créent des réseaux entre producteurs, transformateurs et institutions du secteur alimentaire afin qu'ils puissent surmonter leur difficultés communes.

Il est crucial que les responsables politiques reconnaissent le rôle de catalyseur des villes moyennes et petites pour ce qui est de l'intermédiation entre espace urbain et espace rural, et de la possibilité pour les petits agriculteurs d'avoir plus de débouchés commerciaux et de bénéficier davantage de la croissance économique. Les villes moyennes et petites peuvent aussi servir de plateformes à un secteur des services florissant, qui impulserait une croissance économique plus générale dans les zones rurales et la transformation structurelle de l'économie dans son ensemble.

Chaque année depuis 1947, la FAO publie *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Les progrès accomplis dans le secteur agricole ont permis un bond quantitatif de la production alimentaire, ont renforcé la sécurité alimentaire et ont contribué aux transformations structurelles qui ont apporté la prospérité à une grande partie de la population mondiale. Néanmoins, selon les estimations, 815 millions de personnes dans le monde continuent de souffrir de la faim chronique et plus encore, qui se comptent par millions, vivent dans la pauvreté. Il reste donc beaucoup à faire. Les objectifs mondiaux qui consistent à éliminer la pauvreté et la faim à l'horizon 2030 ne pourront être atteints qu'à condition que la croissance économique profite au plus grand nombre. La communauté internationale doit, dès maintenant, prendre des mesures collectives afin de veiller à ce que les personnes laissées pour compte puissent prendre la place qui leur revient dans un monde qui favorise l'humain, le respect de la planète, la prospérité, les partenariats et la paix.



José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO



LA HAVANE, CUBA

Cultures dans une coopérative agricole péri-urbaine.

©FAO

Le progrès économique que connaissent les pays en développement depuis les années 1990 a entraîné une hausse de plus de 1,6 milliard du nombre de personnes vivant au-dessus du seuil de la pauvreté modérée. Ce chiffre comprend 750 millions de personnes qui habitent toujours en zone rurale, ce qui indique que le développement rural est et continuera d'être essentiel à l'élimination de la faim et de la pauvreté. Ce rapport fournit une analyse des transformations structurelles et rurales en cours dans les pays à revenu faible, de leur incidence sur les systèmes alimentaires, ainsi que des avantages et des inconvénients qu'elles présentent pour des millions de petits producteurs d'aliments. Il montre qu'une approche «agro-territoriale» en matière de planification – qui consiste à mettre en relation les villes et les zones rurales environnantes –, associée au développement agro-industriel, peut

s'appuyer sur les systèmes alimentaires pour favoriser un développement rural durable et inclusif. Il souligne que la transformation rurale ne permet pas nécessairement de réduire la pauvreté ou d'améliorer la sécurité alimentaire. Les choix des responsables politiques sont critiques à cet égard.

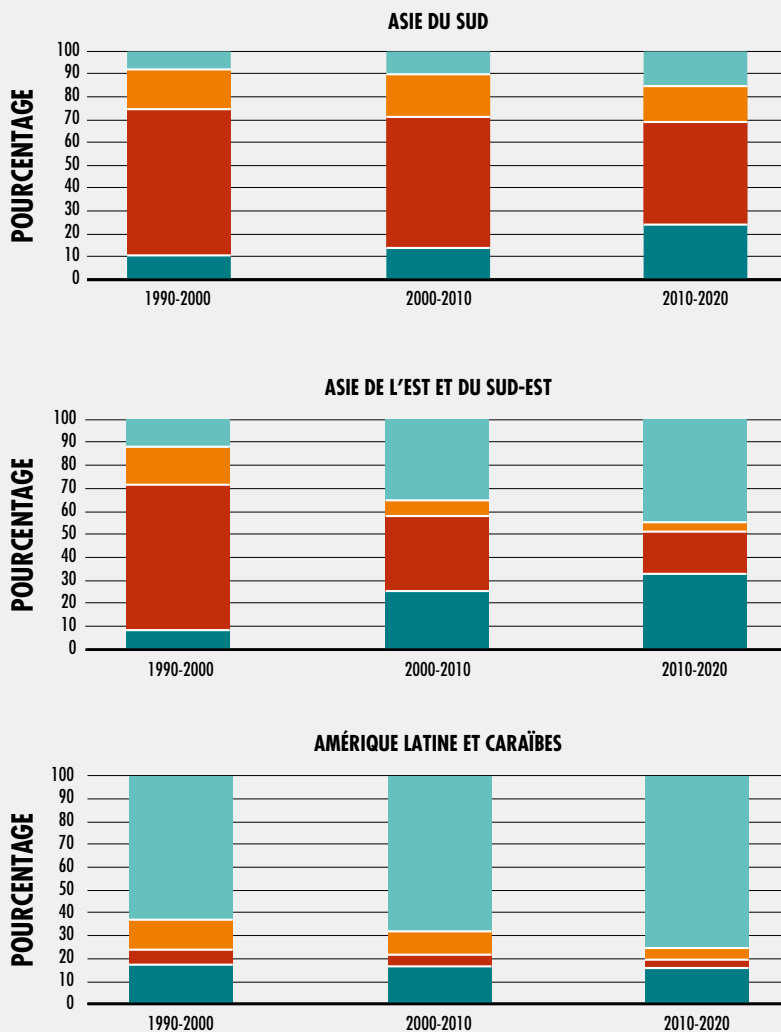
Par le passé, la transition entre une économie fondée sur l'agriculture et une économie axée sur l'industrie et les services a provoqué une émigration rurale à grande échelle. En Asie de l'Est et du Sud-Est, malgré une amélioration considérable de la productivité agricole, l'émigration

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ZONE RURALE A PERMIS À DES MILLIONS DE PERSONNES DE SORTIR DE LA PAUVRETÉ

et, accompagnée de politiques en faveur de la protection sociale, du développement des infrastructures et de la promotion des économies locales, elle jouera un rôle crucial dans l'élimination de la faim d'ici à 2030.



FIGURE 2 ÉVOLUTION DU POURCENTAGE DE PAUVRES ET DE NON-PAUVRES EN MILIEU URBAIN ET EN MILIEU RURAL DANS LA POPULATION TOTALE D'UN ÉCHANTILLON DE PAYS, REGROUPÉS PAR RÉGION (ANNÉES 1990 - ANNÉES 2010)





NOTES: Figure élaborée sur la base d'un niveau de pauvreté dit «modéré», qui correspond à un revenu inférieur à 3,10 USD par jour (PPP 2011). Les graphiques concernent les pays suivants, choisis du fait de la disponibilité des données: Asie de l'Est et du Sud-Est: Cambodge, Chine, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam; Asie du Sud: Bangladesh, Inde, Népal; Amérique latine et Caraïbes: Brésil, Colombie, Guatemala, Nicaragua, Pérou, République dominicaine; Afrique subsaharienne: Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Malawi, Mali, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Zambie; Proche-Orient et Afrique du Nord: République islamique d'Iran, Tadjikistan, Tunisie, Turquie.

SOURCE: Calculs de la FAO à partir des données de la Banque mondiale et du FIDA (2016).

» rurale a fait chuter la proportion de la population rurale de 70 à environ 50 pour cent depuis les années 1960. Les principaux facteurs qui sous-tendent ce phénomène sont l'accélération de la croissance et la hausse des revenus dans le secteur manufacturier et les services associés. L'accroissement de la productivité dans tous les secteurs a suscité une dynamique propice à la transformation rurale et structurelle, qui, tout en étant à l'origine d'une émigration rurale, a permis de réduire considérablement la pauvreté dans son ensemble. Au vu des défis du XXI^e siècle, les transformations rurales d'aujourd'hui seront différentes de celles du passé. ■

DÉFIS TRANSVERSAUX ASSOCIÉS AUX TRANSFORMATIONS EN COURS

L'industrialisation, principal facteur des transformations passées, n'a pas débuté dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et accuse un certain retard en Asie du Sud.

L'urbanisation rapide de l'Afrique subsaharienne ne va pas de pair avec un développement comparable du secteur manufacturier et des services modernes. Les personnes qui abandonnent une agriculture à basse productivité se dirigent essentiellement vers des services informels tout aussi faiblement productifs, implantés en général en ville. Cette transformation a eu des effets positifs extrêmement modestes. Depuis les années 1990, le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne a très peu évolué et le nombre absolu de pauvres a

augmenté. Bien souvent, les ruraux pauvres d'Afrique qui migrent vers les villes ne trouvent pas de moyen de sortir de la pauvreté et viennent grossir les rangs déjà fournis des urbains pauvres. On observe une tendance similaire en Asie du Sud, où les pauvres des zones rurales sont davantage susceptibles d'échapper à la pauvreté en restant sur place qu'en allant s'installer en ville.

Dans les décennies à venir, l'Afrique subsaharienne en particulier connaîtra un accroissement considérable de sa population jeune et sera confrontée à la difficulté de lui trouver des emplois. Entre 2015 et 2030, les

populations d'Afrique et d'Asie combinées devraient passer de 5,6 à plus de 6,6 milliards. Sur la même période, le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans devrait augmenter d'environ 100 millions au niveau mondial, pour s'établir à 1,3 milliard. Cette hausse sera presque exclusivement le fait de l'Afrique subsaharienne, en particulier des zones rurales. Face à l'accroissement sans précédent de leur population jeune, de nombreux pays à revenu faible sont confrontés à la difficulté de fournir des emplois décents à des millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail. Les travailleurs qui quittent le secteur agricole et ne parviennent pas à trouver d'emploi dans l'économie non agricole locale doivent en chercher ailleurs, d'où des migrations saisonnières ou permanentes. Bien que les possibilités en matière d'éducation et l'accès amélioré aux services soient aussi des facteurs importants, ces migrations sont sous-tendues

principalement par la recherche d'un emploi et d'un revenu meilleurs.

Les 500 millions de petits agriculteurs du monde risquent d'être les laissés-pour-compte des transformations structurelles et rurales. Le secteur agroalimentaire qui domine les marchés mondiaux d'intrants a peu d'intérêt à mettre au point des technologies à l'intention des petits agriculteurs des pays en développement, qui disposent de faibles ressources. Pourtant, la petite agriculture et l'agriculture familiale produisent 80 pour cent de l'offre alimentaire en Afrique subsaharienne et en Asie, et il est urgent de réaliser des investissements visant à améliorer leur productivité. Nombre de petits producteurs vont devoir s'adapter aux changements qui s'opèrent actuellement dans les chaînes de valeur alimentaires «en aval», où les grands transformateurs et détaillants, qui occupent le devant de la scène, coordonnent les approvisionnements au moyen de contrats et établissent des normes strictes pour s'assurer de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. Ces exigences peuvent marginaliser les petits agriculteurs qui ne sont pas en mesure de s'adapter. Bien que le commerce international puisse stimuler la productivité et la compétitivité, il peut aussi limiter l'accès des producteurs locaux au marché intérieur si les consommateurs urbains optent pour des aliments importés moins onéreux. Les problèmes qui se posent aux producteurs sont accentués par le fait que les mesures de restriction aux importations,

qui ont aidé l'Asie de l'Est et l'Amérique latine à développer leurs marchés intérieurs, sont désormais plus limitées.

L'urbanisation, l'accroissement démographique et la hausse des revenus sont à l'origine d'une forte demande alimentaire, à un moment où l'agriculture doit faire face au changement climatique et à des contraintes sans précédent liées aux ressources naturelles. La population mondiale devrait passer de quelque 7,3 milliards aujourd'hui à près de 9,8 milliards d'ici à 2050, une hausse qui sera majoritairement imputable aux régions en développement. La population des pays à revenu faible pourrait doubler, pour s'établir à 1,4 milliard. Nourrir l'humanité nécessitera d'augmenter de 50 pour cent la production d'aliments et d'autres denrées agricoles entre 2012 et 2050. Parallèlement, dans les pays en développement, l'urbanisation et l'enrichissement relatif des populations favorisent une «transition nutritionnelle» qui se traduit par une consommation plus élevée de protéines animales et, partant, une forte progression de la production animale et de son utilisation intensive des ressources. Ces augmentations ont des répercussions sur l'agriculture et les

DANS LES PAYS CARACTÉRISÉS PAR UN ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE ET DES PERSPECTIVES D'INDUSTRIALISATION LIMITÉES, il sera impossible de créer des emplois pour les jeunes sans une progression dynamique de l'emploi décent dans les activités agricoles et non agricoles, comme la transformation de produits alimentaires, les services et l'agrotourisme.

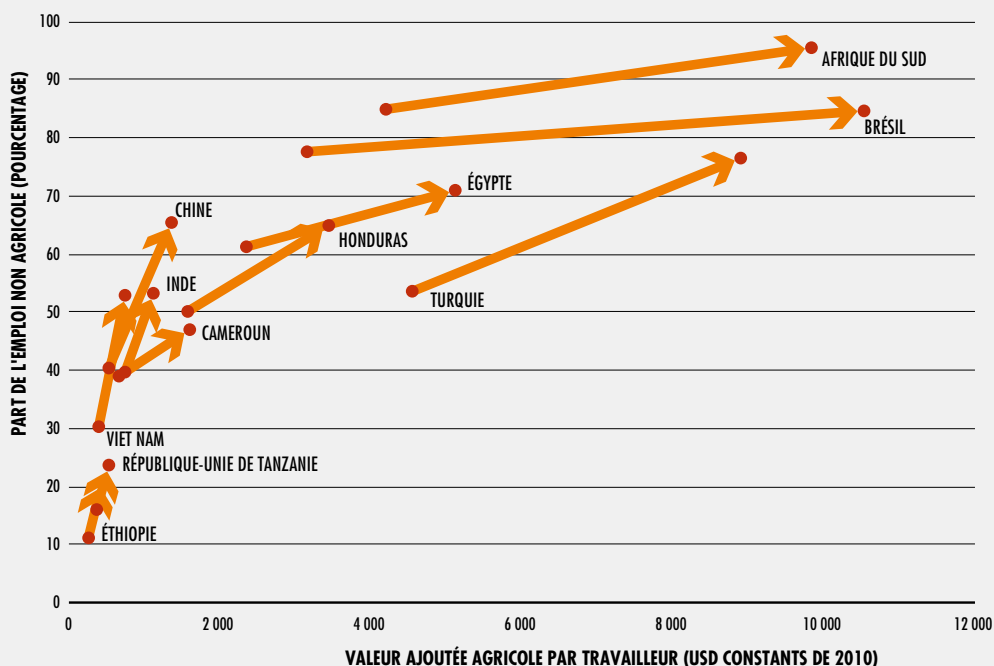
systèmes alimentaires: ceux-ci doivent s'adapter considérablement de manière à devenir plus productifs et à se diversifier, et faire face simultanément au changement climatique et à des contraintes sans précédent liées aux ressources naturelles. Produire plus avec moins, tout en préservant et en améliorant les moyens d'existence des agriculteurs, est un défi mondial.

Pour pouvoir relever ces quatre défis transversaux, il faut mieux comprendre les systèmes alimentaires et leur incidence sur les économies rurale et urbaine, les liens entre espace rural et espace urbain, et la manière dont les agriculteurs et les systèmes agricoles qui nourrissent le monde devront s'adapter à l'évolution complexe de la demande. Une meilleure compréhension peut permettre de déterminer comment s'appuyer sur les systèmes alimentaires pour aboutir à une transformation rurale inclusive, qui favorise la prospérité et l'élimination de la faim et de la pauvreté. ■

METTRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DES ZONES RURALES

Dans les pays qui connaissent une transformation tardive et où les perspectives d'industrialisation sont limitées, l'agro-industrie peut être un important pourvoyeur d'emplois pour les personnes qui abandonnent l'agriculture. Selon une estimation, si rien n'est fait pour modifier la tendance actuelle, l'intégration des marchés agricoles pourrait amener 1,7 milliard d'hommes et de femmes à

abandonner l'agriculture au cours des prochaines décennies. À mesure que la main-d'œuvre délaissera l'agriculture et que les facteurs qui sous-tendent l'émigration rurale s'accroîtront, les pays en cours de transformation devront créer des emplois dans des activités non agricoles liées à l'agriculture, comme la transformation et le commerce de produits alimentaires. L'essor des segments intermédiaires et aval des systèmes alimentaires développe l'emploi non agricole, offrant ainsi des possibilités de transformation inclusive des territoires ruraux en lien avec les zones urbaines de faible dimension qui leur procurent des services. Depuis une trentaine d'années, le secteur alimentaire connaît une croissance rapide dans les pays en développement. L'agro-industrie représente plus de 50 pour cent de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier dans les pays à faible revenu et 30 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire. Étant donné que la transformation de produits alimentaires présente en général un coefficient de main-d'œuvre et une productivité de la main-d'œuvre plus élevés que la moyenne du secteur manufacturier, le sous-secteur des aliments et des boissons peut apporter une contribution importante à la création d'emplois non agricoles. De nombreux pays voient se développer considérablement l'emploi féminin dans la transformation de produits alimentaires à forte valeur. En Afrique cependant, ce secteur semble stagner, peut-être en raison d'une structure de marché fondée sur une multitude de petites entreprises familiales, qui ne sont

FIGURE 18 ÉVOLUTION DE LA PART DE L'EMPLOI NON AGRICOLE ET HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE (ANNÉES 1990 – ANNÉES 2010)

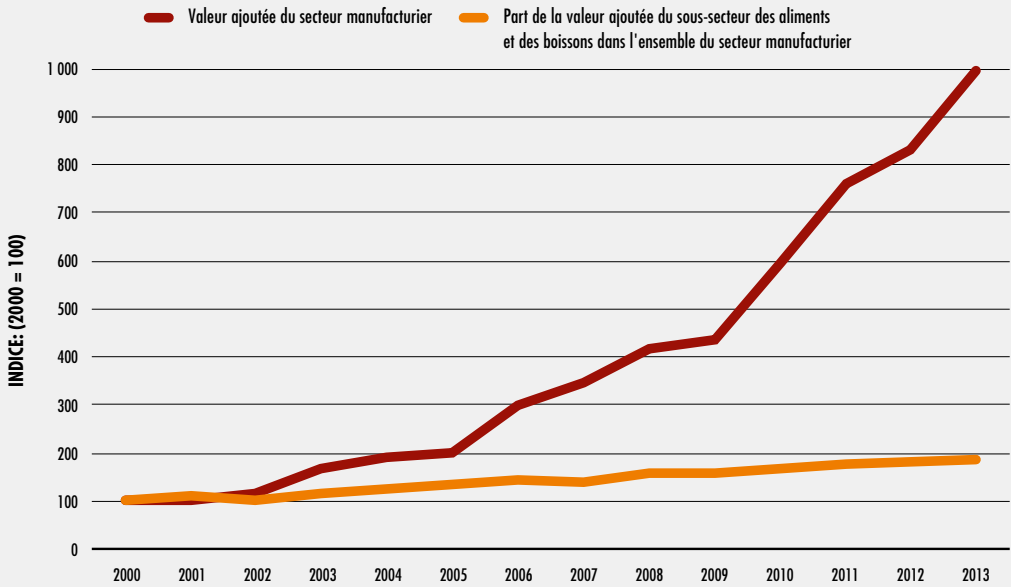
SOURCE: Calculs de la FAO à partir des données de la Banque mondiale et du FIDA (2016).

pas en mesure de réaliser des économies d'échelle et ne proposent que des emplois saisonniers aux travailleurs recrutés hors de la sphère familiale.

L'augmentation de la demande alimentaire et l'abandon progressif des denrées de base dans les régimes alimentaires peuvent véritablement ouvrir la voie à l'industrialisation dans les pays qui connaissent une transformation tardive. Depuis quelques décennies, le marché

alimentaire urbain connaît un essor rapide, qui va de pair avec celui des chaînes d'approvisionnement alimentaire rurales-urbaines. L'urbanisation stimule la demande alimentaire mais aussi l'évolution des régimes alimentaires aux dépens des denrées de base (céréales, racines et tubercules) et au profit du poisson, de la viande, des œufs, des produits laitiers, des fruits et des légumes et, de manière générale, des

FIGURE 20 ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SOUS-SECTEUR DES ALIMENTS ET DES BOISSONS EN INDONÉSIE (1990-2013)



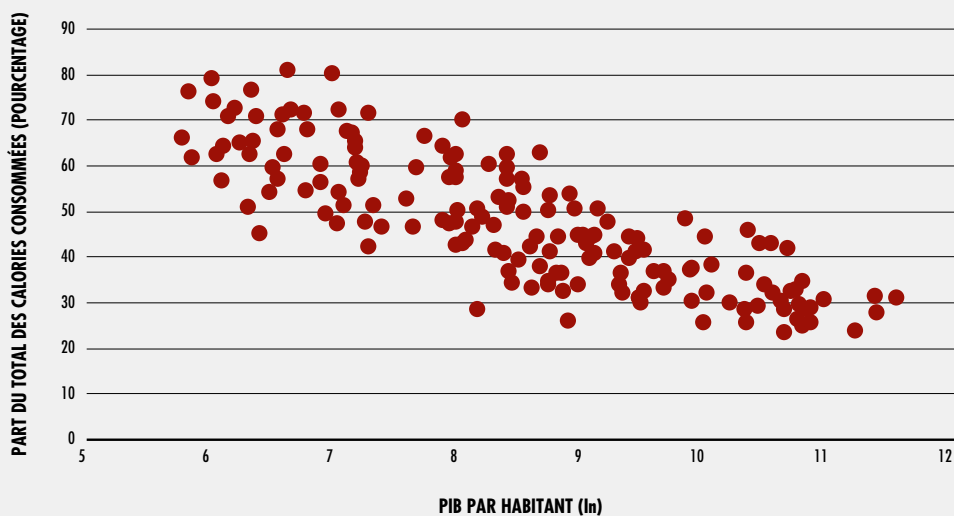
SOURCE: ONUDI, 2017.

produits transformés. Cette transition est tout aussi manifeste en zone rurale, où la part des aliments achetés (et transformés) dans les régimes alimentaires augmente, aussi bien en Afrique subsaharienne qu'en Asie. Par ailleurs, l'évolution des régimes alimentaires impulse la demande de céréales fourragères, de denrées d'origine animale et de produits horticoles. L'augmentation de la demande urbaine d'aliments, notamment de denrées transformées à plus forte valeur,

offre des possibilités aux producteurs et au secteur agroalimentaire, y compris aux fournisseurs d'intrants de production. En développant les segments non agricoles du système alimentaire (commerce, transformation,

L'URBANISATION ET L'ÉVOLUTION DES RÉGIMES ALIMENTAIRES, à la fois en zone rurale et en zone urbaine, sont les moteurs de la transformation des systèmes alimentaires et du renforcement des liens entre espace rural et espace urbain.

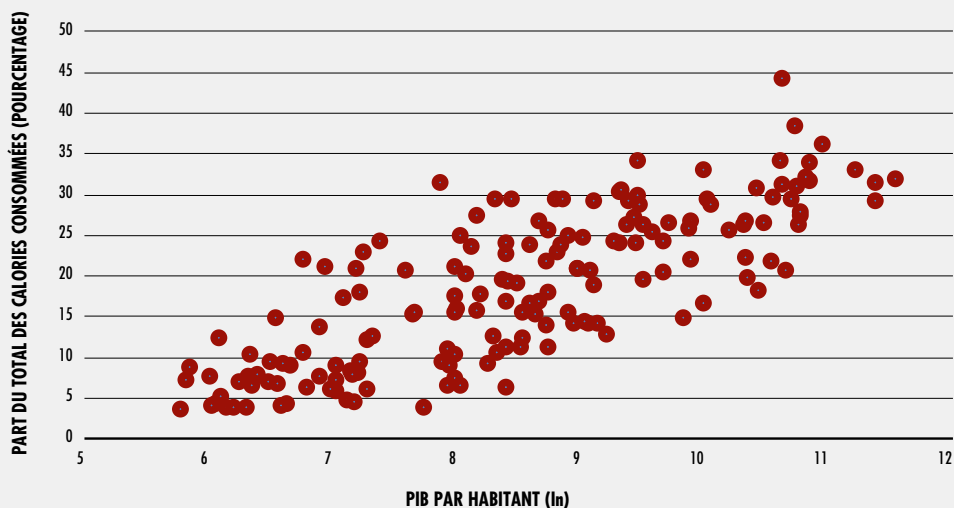
FIGURE 10 CORRÉLATION ENTRE LA CONSOMMATION D'ALIMENTS DE BASE ET LE PIB PAR HABITANT DANS UN ÉCHANTILLON DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (2010)



NOTE: On entend par aliments de base les céréales, les racines et les tubercules.

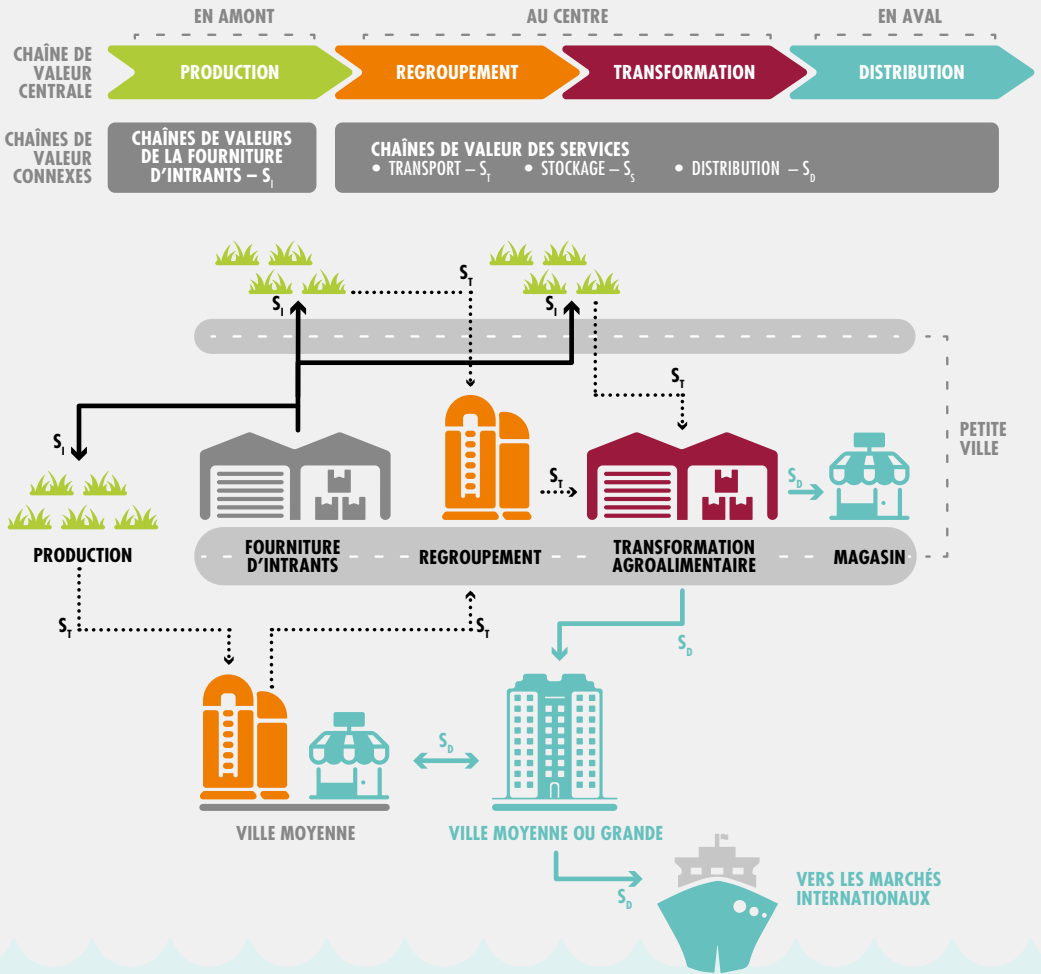
SOURCES: FAO (2017c) et Banque mondiale (2016a).

FIGURE 11 CORRÉLATION ENTRE LA CONSOMMATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE ET LE PIB PAR HABITANT DANS UN ÉCHANTILLON DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (2010)



SOURCES: FAO (2017c) et Banque mondiale (2016a).

FIGURE 12 CHAÎNES DE VALEUR DU SYSTÈME ALIMENTAIRE METTANT EN RELATION DES ZONES RURALES ET DES VILLES MOYENNES

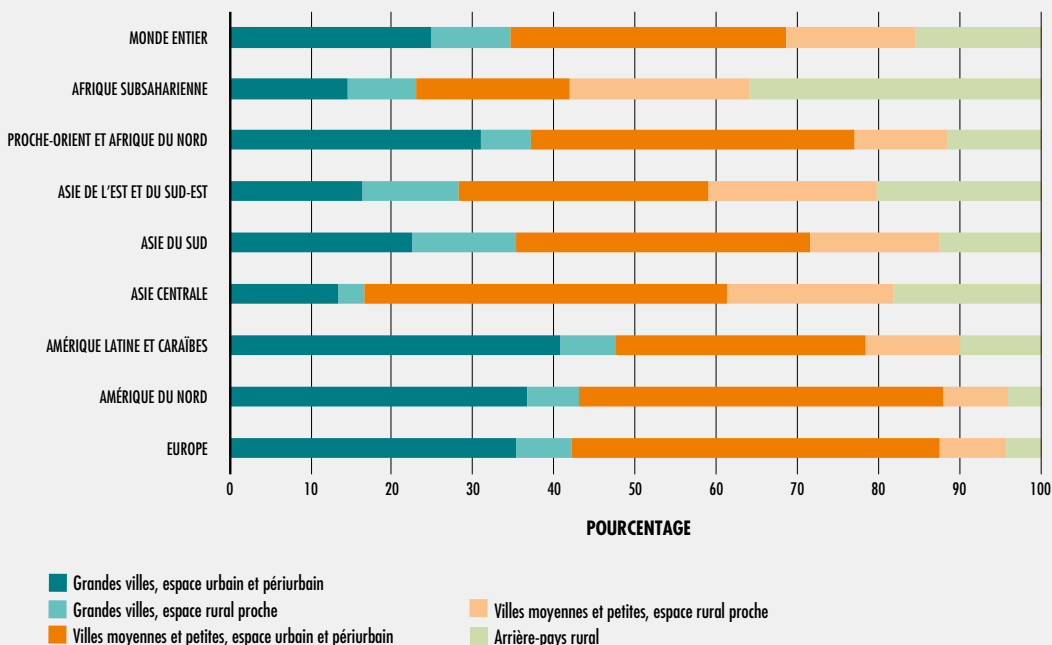


SOURCE: FAO.

emballage, distribution et stockage), les villes deviennent les plateformes d'une économie rurale non agricole en plein

essor. À mesure que la transformation se poursuit, les zones rurales peuvent devenir des incubateurs de petites

FIGURE 6 RÉPARTITION DE LA POPULATION SUR LE CONTINUUM RURAL-URBAIN, AU NIVEAU MONDIAL ET PAR RÉGION (2000)



NOTES: On trouvera les définitions au tableau 1 (p. 19). Se reporter également au tableau A1 (p. 140) de l'annexe.

Les données démographiques fondées sur l'utilisation de grilles, GRUMP et LandScan de 2000 sont les données les plus récentes au niveau mondial.

SOURCE: Calculs effectués et figure élaborée par la FAO.

entreprises non agricoles liées à des chaînes d'approvisionnement en expansion rapide et à une économie qui se diversifie. Les activités de transformation et de commerce qui sont disséminées dans des villages cèderont la place à une concentration d'activités de transformation, de logistique, de commerce de gros et de commerce de

détail dans ou à proximité de villes intermédiaires et provoqueront un allongement des chaînes de valeur.

Les villes moyennes et petites peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la transformation rurale, en tant qu'intermédiaires et pôles de développement agro-industriel. Les zones rurales et urbaines ne sont pas des

FIGURE 22 PORTÉE GÉOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS AGRO-TERRITORIAUX ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE



SOURCE: Gálvez Nogales et Webber, 2017, figure 23.

espaces clairement distincts mais constituent plutôt un « continuum rural-urbain », qui va des mégapoles à l'arrière-pays rural, en passant par les grands centres régionaux et les villes-marchés. Dans les pays en développement, la plupart des zones urbaines sont relativement peu étendues: environ 50 pour cent de la population urbaine totale, soit près de 1,5 milliard de personnes, est installée dans des villes ne comptant pas plus de 500 000 habitants. Dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, davantage de personnes habitent dans des villes moyennes ou petites que dans des grandes villes, ou autour de celles-ci. En outre, les agglomérations de taille plus modeste représentent environ 60 pour cent de la demande alimentaire urbaine. Cela indique qu'elles joueront un rôle au moins aussi important que les grandes dans la transformation rurale. En Afrique de l'Est, les villes moyennes diversifient rapidement leur base économique et tissent des liens forts avec

les zones rurales. En Amérique latine, les villes entretenant des relations économiques avec à la fois les espaces ruraux environnants et de plus grandes agglomérations connaissent une croissance explosive. L'urbanisation, de manière générale, contribue à réduire la pauvreté dans les zones rurales grâce aux liens économiques, et les petites agglomérations semblent le faire de manière plus inclusive et durable. Étant réparties de manière plus homogène sur un territoire, les petites villes permettent à un plus grand nombre de ménages ruraux d'accéder à des moyens d'améliorer leurs revenus, leurs moyens d'existence et leur bien-être.

Un développement agro-territorial mettant en relation les villes moyennes et petites avec leur « zone d'influence » rurale peut grandement améliorer l'accès des urbains aux aliments et les débouchés pour les ruraux pauvres. Une approche agro-territoriale en matière de développement vise à concilier, par un processus de planification à parties prenantes multiples, les aspects

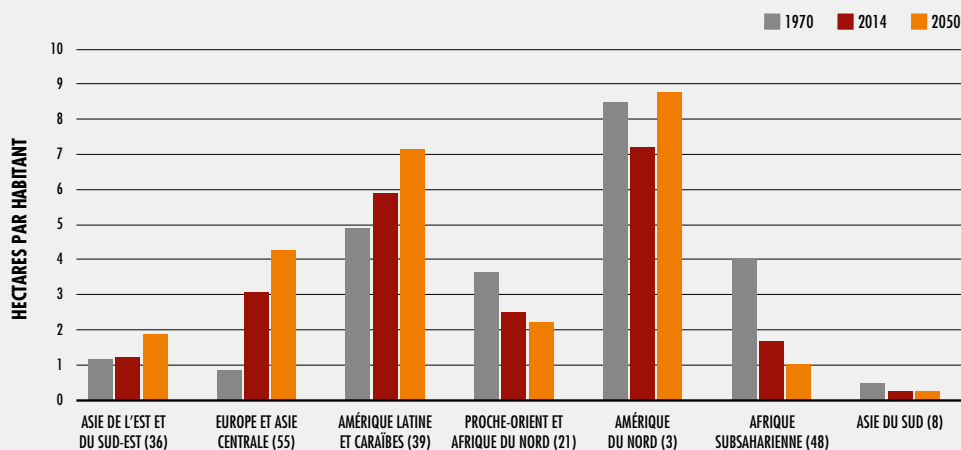
économiques du secteur alimentaire et ses dimensions spatiale, sociale et culturelle, qui sont au cœur des systèmes agricoles et alimentaires. Mettre en œuvre une approche qui tienne compte de la dynamique des systèmes alimentaires et des réalités territoriales nécessite, tout d'abord, de comprendre la répartition de la population sur un territoire et les interactions entre les parties prenantes au sein d'un réseau complexe. L'étape suivante consiste à renforcer les liens ruraux avec les villes moyennes et les villes rurales afin de mettre en relation les producteurs, les transformateurs de l'agro-industrie et les prestataires de services secondaires non agricoles, ainsi que les autres segments aval des chaînes de valeur alimentaires. Au vu des disparités qui existent entre les pays et les régions en ce qui concerne les débouchés rémunérateurs, les disponibilités alimentaires, l'accès aux aliments et la résilience des ménages face aux chocs, la planification agro-territoriale se fonde sur l'idée que les interventions doivent prendre en considération les spécificités démographiques, géographiques et socioéconomiques.

La clé de la réussite d'une approche agro-territoriale est un juste équilibre entre le développement des infrastructures et les interventions de politique générale tout au long du continuum rural-urbain. Les cinq outils de développement agro-territorial les plus couramment utilisés (couloirs agricoles, noyaux d'activités agricoles, parcs agro-industriels, zones économiques spéciales à dominance agricole et

couveuses d'entreprises agro-industrielles) fournissent une plateforme à partir de laquelle l'agro-industrie et l'économie rurale non agricole peuvent prendre leur essor. Ces outils se distinguent les uns des autres par leur finalité, leur couverture géographique et leurs caractéristiques. Ils visent tous à créer des emplois ruraux et à améliorer les connexions entre les zones rurales et urbaines, mais avec des dosages différents. Les couloirs agricoles, par exemple, se caractérisent principalement par une intégration à grande échelle du développement des infrastructures, des cadres politiques et réglementaires, du renforcement institutionnel et des initiatives relatives aux systèmes alimentaires. Ils peuvent s'étendre sur des milliers de kilomètres et faire de nombreuses villes des pôles d'activité dans le secteur agroalimentaire. Les noyaux d'activités agricoles mettent aussi à disposition des infrastructures mais les investissements dans les infrastructures fondamentales sont bien moindres. Indépendamment de leurs différences, toutes les approches territoriales fructueuses associent des politiques, une coordination réglementaire et un renforcement organisationnel à des investissements dans des infrastructures «matérielles» qui mettent en relation les producteurs et les marchés.

Des biens et services publics sont nécessaires pour faciliter les activités commerciales au sein du système alimentaire et tout au long du continuum rural-urbain. Outre l'amélioration des infrastructures, les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans la réduction

FIGURE 16 ÉVOLUTION DE LA SUPERFICIE DES TERRES AGRICOLES PAR HABITANT (POPULATION RURALE), PAR RÉGION (1970-2050)



NOTE: Avec pour hypothèse de départ une superficie agricole inchangée entre 2014 et 2050.

SOURCE: Calculs effectués d'après les données de la Banque mondiale (2017a).

des frais de transaction, la promotion des investissements et la création de conditions propices au développement d'activités économiques inclusives au sein du système alimentaire d'un territoire donné. Les cadres juridiques, réglementaires et politiques peuvent limiter les frais de transaction qui, excessifs, entravent la fluidité des marchés et empêchent les agriculteurs d'adopter de nouvelles technologies et de participer aux marchés. De plus, ils peuvent garantir l'efficacité et l'équité des arrangements en matière d'agriculture contractuelle. Les pouvoirs publics doivent aussi promouvoir les

organisations d'agriculteurs, les instruments financiers qui aident les agriculteurs et le secteur agroalimentaire, les cadres relatifs aux investissements dans la «croissance verte», les incubateurs d'entreprises agroalimentaires gérés par des universités et les programmes publics d'assistance technique visant à renforcer les capacités des entreprises. Appliquée à un territoire en particulier, une approche agro-territoriale peut contribuer à étayer le choix des interventions nécessaires aux plans des investissements, des institutions et des cadres de politique générale. ■

LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DOIVENT S'ADAPTER

Pour satisfaire la demande alimentaire croissante, il est nécessaire de mettre en place des systèmes agricoles plus productifs et plus durables. Les transformations agricoles qui se sont déroulées à la fin du XXI^e siècle reposaient sur une intensification à grande échelle nécessitant une grande quantité d'intrants. Dans de nombreux pays, cette approche a eu de graves conséquences sur l'environnement, y compris une déforestation massive, l'épuisement des sols et des eaux et de fortes émissions de gaz à effet de serre. Les transformations à venir s'opèreront sur fond de contraintes environnementales sans précédent, qui nécessitent à la fois de s'adapter au changement climatique et à la pénurie de ressources naturelles et d'en atténuer les effets. Les agriculteurs devront réduire la quantité de ressources utilisées dans leur secteur, sans compromettre les rendements et tout en gérant de manière optimale les résidus de l'élevage, qui sont une source importante de gaz à effet de serre.

Il est nécessaire de surmonter les obstacles liés au morcellement excessif des exploitations. Dans le monde, environ 85 pour cent des exploitations agricoles font moins de deux hectares. Dans la plupart des pays à revenu faible et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la superficie des petites exploitations ne cesse de se réduire, à tel point que beaucoup ne sont plus viables économiquement. Dans le même temps,

de nombreux pays d'Afrique subsaharienne voient le nombre d'exploitations de taille moyenne augmenter dans les zones à haut potentiel. À long terme, la consolidation des terres agricoles par des investisseurs peut se dérouler parallèlement au morcellement des exploitations gérées par des communautés agricoles traditionnelles. La diminution de la taille des exploitations ne nuit pas nécessairement à la productivité. En effet, bien que la productivité de la main-d'œuvre soit faible sur les petites exploitations, ce sont elles qui ont la productivité des terres la plus élevée. Toutefois, les petits agriculteurs doivent soit être en

mesure d'acquérir la dimension nécessaire pour intégrer des marchés et adopter de nouvelles technologies – ce qui souligne

l'importance des services publics ruraux et de l'action collective des agriculteurs –, soit avoir accès à des technologies qui soient adaptées aux activités à faible échelle. Il est aussi possible d'améliorer la productivité en renforçant les droits de propriété, essentiels au fonctionnement efficace des marchés de la location de terres, qui peuvent aider les agriculteurs à réaliser des économies d'échelle. Des éléments recueillis récemment laissent à penser que ces marchés sont plus répandus qu'on ne le croyait.

LES TECHNOLOGIES MODERNES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION offrent aux agriculteurs de multiples moyens d'acheter des intrants, de vendre des produits et d'améliorer leur accès à l'information.



MANZINI, SWAZILAND

La vente en gros de produits
frais facilite l'accès au marché
des petits
exploitants et permet de les
relier aux acheteurs.

©FAO/Believe Nyakudjara

Des investissements considérables dans le secteur agricole seront nécessaires pour satisfaire la demande alimentaire croissante, s'adapter à l'évolution des habitudes alimentaires et rendre les systèmes agricoles durables. S'agissant des coûts de production, les petites exploitations peuvent concurrencer les grandes exploitations commerciales. Cependant, elles sont souvent désavantagées par des facteurs sans lien avec leur taille, comme l'environnement institutionnel. Les petits producteurs ont besoin de s'appuyer sur des cadres de politique générale pour investir dans des technologies d'amélioration de la productivité et des pratiques agricoles durables. Dans de nombreux pays, les petits agriculteurs ont toujours un accès limité aux innovations, aux technologies, aux connaissances et aux informations nécessaires pour accroître leur productivité et leurs revenus. Il sera crucial de mettre à leur disposition des connaissances, des intrants et des crédits, ainsi que de leur permettre de bénéficier d'investissements publics dans la recherche et le développement qui soient adaptés à leurs besoins. Dans de nombreux pays, il est clairement nécessaire de combler le vide laissé par le désengagement de l'État dans le domaine des services de vulgarisation. Un meilleur ciblage des ressources et une coordination accrue avec les services consultatifs privés aideront les agriculteurs à s'adapter à l'évolution de la demande. Des investissements sont aussi nécessaires pour renforcer les organisations de producteurs et exploiter le fort potentiel des

technologies de l'information et de la communication.

La mécanisation et les intrants de pointe sont essentiels à la transformation des systèmes agricoles. La pénurie de terres est l'un des principaux facteurs qui limitent l'augmentation de la production des petits agriculteurs. Par conséquent, il sera nécessaire, pour accroître la productivité, d'utiliser les ressources de manière plus efficace et d'employer des intrants matériels plus avancés, notamment des variétés à haut rendement et des engrais à formulation améliorée qui présentent moins d'externalités négatives et, dans certains cas, d'avoir recours à des approches comme l'agroécologie – qui prend en compte les connaissances traditionnelles et scientifiques. La mécanisation agricole est cruciale en ce qu'elle améliore les résultats des autres intrants. Elle a progressé dans le monde entier, en particulier dans les pays qui ont connu une transformation rapide et s'est avérée rentable pour les petits agriculteurs. À mesure que la demande de machines a augmenté, même celle émanant des petites exploitations, les marchés de la location et la mutualisation dans le cadre de coopératives agricoles sont devenus la clé d'une mécanisation réussie. Dans certaines parties de l'Asie de l'Est, l'utilisation des machines agricoles a été multipliée par sept depuis 1985, grâce au développement des marchés de la location. En outre, les petits producteurs adopteraient plus facilement des pratiques agricoles plus efficaces si les

équipements agricoles correspondaient davantage à leurs besoins. ■

ÉLARGIR LA PERSPECTIVE

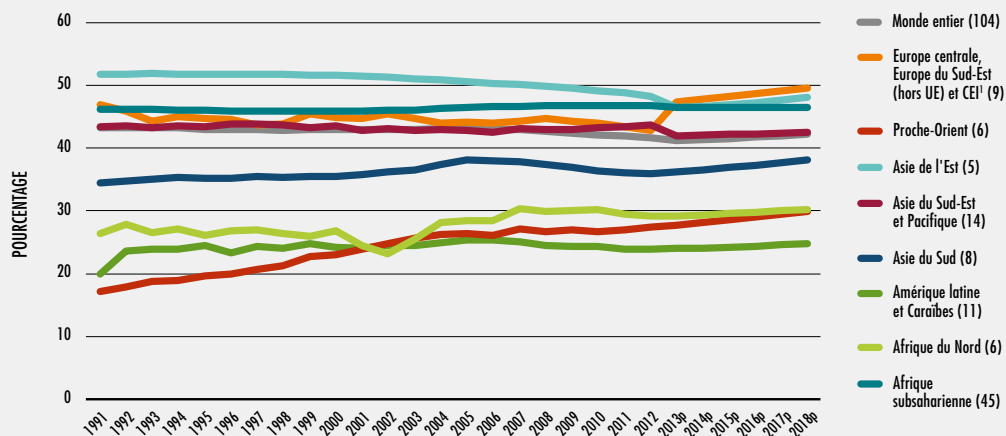
Malgré une grande abondance, des milliards de personnes subissent encore la faim, la pauvreté, le chômage, la dégradation environnementale, les maladies et le dénuement, ce de manière persistante.

L'un des principaux défis que l'humanité doit relever est la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) qui consistent à éliminer la faim et la pauvreté, tout en rendant les systèmes alimentaires et agricoles durables. Les pressions démographiques, à la fois fortes et inégales, l'évolution profonde de la demande alimentaire et la menace de migrations massive de jeunes en quête d'une vie meilleure ne font qu'en accentuer la difficulté. La concrétisation des ODD nécessitera des transformations et des stratégies qui s'appuient sur le système alimentaire pour stimuler la croissance économique dans les pays où l'industrialisation accuse un certain retard. Cela implique de replacer les priorités dans un contexte plus large.

Le développement économique des zones rurales est tout aussi important que celui des zones urbaines pour ce qui est de réduire la pauvreté globale. Il s'agit d'un important message adressé aux responsables politiques. Il est nécessaire d'investir des ressources dans les zones rurales, non seulement parce que c'est là que vivent majoritairement les personnes souffrant de la pauvreté et de la faim,

mais aussi parce qu'un développement économique rural qui profite au plus grand nombre constitue un puissant moteur de changement. Une économie rurale prospère offre des alternatives aux personnes qui considèrent l'émigration comme leur seule chance d'échapper à la pauvreté et à la faim. Compte tenu des difficultés qui accompagnent les transformations en cours, l'approche agro-territoriale s'attaque à plusieurs fronts: le risque que les petits producteurs et les autres groupes vulnérables soient exclus de la transformation rurale et des avantages qui en découlent; la progression attendue du chômage rural dans les années à venir et la nécessité de combler les lacunes en matière d'infrastructures dans les zones rurales et de renforcer les liens ruraux-urbains. La résolution de ces trois problèmes jouera un rôle central dans la réduction de la pauvreté.

La compréhension des facteurs qui sous-tendent l'émigration rurale, de leur coût et de leurs avantages doit figurer parmi les priorités des décideurs. Les transformations structurelles passées ont donné lieu, dans certains cas, à une émigration rurale massive, qui présentait à la fois des avantages et des inconvénients. Il est probable que les transformations futures s'en distinguent du fait du potentiel économique des zones urbaines, qui peut se caractériser en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud par un niveau d'industrialisation relativement bas, associé à un accroissement démographique.

FIGURE 21 POURCENTAGE DE FEMMES DANS L'EMPLOI AGRICOLE, AU NIVEAU MONDIAL ET PAR SOUS-RÉGION


¹ Communauté d'États indépendants (CEI).

NOTES: à partir de 2013, les données sont des projections calculées par l'OIT.

SOURCE: OIT, 2014.

Toutefois, cela ne se traduira pas nécessairement par un recul de l'émigration rurale. Au contraire, là où la création d'emplois ruraux ne parviendra pas à suivre le rythme de l'accroissement de la population rurale, la pression en faveur de la migration s'accroîtra. Cependant, les possibilités pour les migrants de sortir de la pauvreté peuvent être moindres en zone urbaine aussi. Une approche territoriale du développement peut contribuer à venir à bout de ce dilemme. Comme elle va de pair avec la planification territoriale des zones

métropolitaines et des villes moyennes et petites, et de l'amélioration des réseaux d'infrastructure régionaux, elle a une incidence sur les facteurs qui sous-tendent l'émigration rurale. Lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'emplois au niveau local, par exemple, les investissements dans des infrastructures de connexion spécifiques au système alimentaire (stockage, entreposage en chambre froide et marchés de gros) peuvent créer des emplois à la fois dans l'agriculture et dans l'économie non agricole. Il s'agit d'une manière de

répondre aux besoins des candidats à la migration avant leur départ.

Lorsque la population rurale est attirée par des conditions plus prospères dans les centres urbains, des investissements dans des services d'agglomération, comme l'éducation, la santé, les communications et les installations de loisir, dans les villes moyennes et petites réparties sur un territoire et à proximité de zones rurales peuvent réduire le taux d'émigration vers des grandes villes déjà surchargées.

Il est temps de réévaluer le rôle de l'agriculture et du développement rural dans les stratégies nationales de développement.

Du fait d'un désengagement de l'État et d'une segmentation excessive de l'élaboration des politiques sectorielles, la conception d'une stratégie globale a été laissée de côté ces dernières décennies. L'affaiblissement des systèmes publics d'information et de statistiques qui en a découlé a réduit la capacité d'analyser la dynamique à l'œuvre dans l'agriculture et l'économie rurale. Il s'agit d'un obstacle majeur pour les responsables politiques, et il est urgent de réinvestir dans la création de connaissances. Des diagnostics régionaux seront notamment indispensables pour hiérarchiser les objectifs, cibler les interventions et définir l'ordre chronologique des actions. Un réengagement dans les stratégies de développement aux niveaux national et infranational implique de réinvestir

dans les processus. La consultation est nécessaire à l'appropriation des mesures, laquelle est une condition fondamentale pour établir une vision commune et susciter l'engagement des parties prenantes. Il faut du temps, une planification adéquate et des efforts importants en matière de renforcement des capacités pour gérer les systèmes d'information, analyser les résultats et effectuer le suivi des processus.

Il convient d'envisager des approches territoriales afin de veiller à la cohérence des politiques et de répondre aux besoins locaux.

La transformation rurale est souvent le fruit de plusieurs changements spécifiques au contexte local qui s'opèrent au sein du système alimentaire. Le fait d'axer les politiques et la planification uniquement sur le système alimentaire risque d'éclipser les aspects territoriaux qui sont essentiels aux résultats observés. Pour s'appuyer sur le système alimentaire en vue de favoriser la transformation rurale, il sera nécessaire d'adopter des approches territoriales spécifiques au contexte local afin de supprimer le parti pris urbain des politiques publiques et de concilier les aspects sectoriels du système alimentaire et ses dimensions spatiale, sociale et culturelle. Cela implique, par exemple, d'évaluer les demandes urbaine et rurale à l'intention du système alimentaire et de répondre à la question de savoir comment satisfaire ces demandes en investissant dans des mesures qui permettent de limiter les engorgements. Les obstacles qu'il

convient de surmonter peuvent concerner les infrastructures; il peut s'agir notamment de l'insuffisance du réseau routier rural ou de l'absence d'installations de stockage en chambre froide. Ces obstacles peuvent aussi être de nature institutionnelle, auquel cas il est indispensable d'améliorer la coordination avec les groupes de producteurs de manière à mieux connaître leurs besoins d'information, de financement et de services ruraux. Toutes ces contraintes sont en général spécifiques au contexte. Une approche territoriale peut permettre de les surmonter en exploitant le potentiel disponible et en répondant aux besoins qui se font jour dans chaque zone.

Encourager l'esprit d'entreprise et la diversification des emplois en milieu rural, en particulier pour les femmes et les jeunes, nécessite un renforcement de compétences.

Une main-d'œuvre plus qualifiée dans les pays à revenu faible accroîtrait la productivité agricole et stimulerait le développement des services et des industries à forte productivité. Les compétences sont un complément à la technologie et sont nécessaires pour accéder à des emplois mieux rémunérés. Les politiques qui promeuvent l'éducation à tous les niveaux déterminent en partie le caractère inclusif de la transformation rurale. Toutefois, leurs effets se feront sentir à long terme. Les mesures qui augmentent l'employabilité des jeunes en milieu rural comprennent le renforcement de la formation professionnelle, la mise en place de

mécanismes permettant une reconnaissance de l'expérience acquise dans le secteur informel et une meilleure connaissance des débouchés professionnels et des droits des travailleurs.

La protection sociale est cruciale pour gérer les risques pendant le processus de transformation et pour renforcer la résilience des moyens d'existence ruraux.

En zone rurale, la protection sociale permet aux ménages pauvres d'investir dans des activités professionnelles plus risquées mais plus rémunératrices, principalement en réduisant les contraintes en matière de liquidités et en favorisant la mobilité de la main-d'œuvre. Un élément positif se fait jour depuis peu, à savoir

l'élaboration de programmes de protection sociale qui associent des avantages sociaux à la promotion directe de l'emploi rural et de la production agricole; il

peut s'agir, par exemple, de s'approvisionner auprès de petits agriculteurs familiaux dans le cadre de programmes publics d'achats d'aliments et de programmes de repas scolaires. Comme dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, la protection sociale peut aussi aider à endiguer les

DES LIAISONS ENTRE DES TERRITOIRES RURAUX ET URBAINS FONCTIONNELS SONT INDISPENSABLES POUR CRÉER DES EMPLOIS AGRICOLES ET NON AGRICOLES, éliminer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, proposer des solutions face à l'exode rural et parvenir à une gestion durable des ressources naturelles.

inégalités de revenus et à favoriser un mode de transformation structurelle et une croissance plus équitables et plus durables. Grâce aux programmes de protection sociale, la population est en meilleure santé et mieux éduquée et la main-d'œuvre est plus qualifiée, ce qui lui permet de s'adapter à l'évolution de la demande et de participer à la transition vers une productivité accrue.

Dans un monde en mutation rapide, le système alimentaire ancré dans un

territoire donné est un atout précieux sur lequel il est possible de s'appuyer pour rendre la transformation rurale plus inclusive. En favorisant les liens entre les zones rurales et les zones urbaines au moyen de stratégies territoriales appropriées, on peut à la fois créer un environnement économique favorable aux exploitations agricoles – petites et grandes – et offrir les débouchés rémunérateurs non agricoles sans lesquels l'économie rurale ne peut être prospère et durable. ■

2017

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

METTRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AU SERVICE D'UNE TRANSFORMATION RURALE INCLUSIVE

L'un des principaux défis de notre temps consiste à éliminer la faim et la pauvreté, tout en rendant les systèmes alimentaires et agricoles durables. La croissance démographique continue, l'évolution profonde de la demande alimentaire et la menace de migrations massives de jeunes ruraux en quête d'une vie meilleure ne font qu'en accentuer la difficulté. Le présent rapport propose des stratégies qui permettraient de tirer parti du potentiel des systèmes alimentaires en tant que moteurs d'un développement économique inclusif et de la prospérité des zones rurales dans les pays à faible revenu. Il fournit une analyse des transformations structurelles et rurales en cours, et examine les avantages et les inconvénients qu'elles présentent pour des millions de petits producteurs d'aliments. Il montre qu'une approche «agro-territoriale» de la planification – qui s'attache à mettre en relation les villes et les zones rurales environnantes –, associée au développement de l'agro-industrie et des infrastructures, peut générer des perspectives de revenu dans l'ensemble du secteur alimentaire et favoriser une transformation rurale durable et inclusive.



La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2017
(version intégrale)

